

Seul l'exposé prononcé fait foi

Conférence de presse annuelle du 25 avril 2005

Au peuple de décider ! En toute connaissance de cause

A propos des accords bilatéraux et d'autres votations imminentes

Rudolf Ramsauer, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Les décisions politiques qui sortiront des urnes cette année revêtent une importance hors du commun pour l'économie suisse.

Je le dis sans détour :

- l'année 2005 révélera si le peuple suisse se laisse séduire par les sirènes de la peur qui n'ont elles-mêmes aucune solution valable à proposer ;
- ou s'il fait confiance au Conseil fédéral, au Parlement ainsi qu'à la grande majorité des partis et associations en matière de politique européenne.

En fin de compte, la question à régler est de savoir si le peuple suisse entend remettre en cause les accords bilatéraux et, par-là, une voie bilatérale qui a fait ses preuves.

Du point de vue de l'économie suisse, la réponse est claire : notre pays ne peut se confiner dans le repli identitaire. Avec notre principal partenaire commercial – l'UE – nous *avons besoin de relations stables*, fondées sur la confiance réciproque et sur le droit. Les accords bilatéraux sont un compromis très avantageux pour la Suisse. Ils constituent une bonne base pour nos échanges économiques. Ils n'ont rien à voir avec une adhésion à l'UE ou avec une union douanière. C'est pourquoi l'économie suisse s'engage de toutes ses forces en faveur du OUI. Nous considérons qu'il est de notre devoir d'informer des conséquences d'un non.

Dans notre démocratie, ce sont les citoyens qui ont le dernier mot. Ils assument donc une grande responsabilité. La difficulté dans de nombreux cas où il s'agit de prendre des décisions qui portent sur le long terme, c'est qu'il y a toujours des incertitudes sur l'avenir. Rien n'est garanti. Ce que l'on peut toutefois dire avec certitude, c'est que dans un monde qui change, la stratégie la plus intelligente ne consiste certainement pas à s'accrocher à ce qui existe. La Suisse a toujours largement profité de ses échanges avec les autres pays. Elle ne pourra continuer à en tirer bénéfice à l'avenir

que si elle est prête à s'exposer davantage à la concurrence. Cette attitude provoquera des changements, mais constituera aussi une grande chance.

En tant que citoyen, j'ai une grande confiance dans le peuple suisse. Il y a cinq ans, le peuple s'est prononcé à une majorité impressionnante des deux tiers en faveur de la voie bilatérale. Pourquoi songerait-il aujourd'hui à se détourner du chemin parcouru avec succès ? Il n'y a vraiment aucune raison d'en arriver là. Nous considérons qu'il est de notre devoir de montrer ces prochains mois quelles seraient les conséquences d'un non aux accords bilatéraux. Il ne faut pas que les adversaires de l'économie marquent de leur empreinte les débats. Cependant, une chose est claire. Malgré l'importance des accords bilatéraux, nous ne devons pas oublier nos obligations de politique intérieure. Le président et le vice-président d'économiesuisse ont montré dans quels domaines politiques essentiels il est urgent que nous agissions.

Au regard du calendrier d'autres votations, le besoin d'information reste important. Ainsi, il est absolument incompréhensible que la commission de l'économie et des redevances du Conseil national se soit prononcée il y a dix jours en faveur de l'initiative « pour des aliments produits sans manipulations génétiques ». Notre pays a besoin de croissance économique. Nous n'avons que faire de moratoires et d'interdictions. Au contraire : nous devons sortir de la stagnation économique. Les moratoires symbolisent précisément cette stagnation. Nous sommes en plein paradoxe : dans le domaine des biotechnologies, notre économie occupe une bonne position. Ces techniques tournées vers l'avenir vont sans aucun doute apporter ces prochaines années une importante contribution à la croissance économique. Or voici que dans ce domaine, les milieux politiques font à nouveau la part belle à la stagnation et au moratoire. C'est incompréhensible et irresponsable.

La même remarque s'applique à une autre initiative de la gauche, celle intitulée « Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS », qui vise à coupler la politique monétaire et la politique sociale. C'est un non-sens en termes de principes économiques. L'indépendance de la Banque nationale est garantie par la Constitution. Elle ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la politique au quotidien. Nous ferons tout pour l'empêcher. L'économie suisse veut une Banque nationale capable d'agir et de se concentrer sur sa tâche principale, le maintien de la stabilité des prix, sans avoir constamment à se préoccuper du financement des assurances sociales. En matière d'AVS, l'initiative promet une source de financement abondante, mais ne serait-ce que pour des raisons pratiques, il serait aberrant de bâtir la sécurité financière de l'AVS sur les bénéfices fluctuants de la Banque nationale. Il faut certes s'atteler aux problèmes à long terme de l'AVS, mais certainement pas en proposant des solutions à courte vue!

L'initiative « pour de plus justes allocations pour enfant ! », elle aussi, montre que la gauche a perdu tout sens de la mesure. Elle coûterait à l'économie suisse 6,7 milliards de francs supplémentaires par année. Alors qu'il s'agit aujourd'hui de consolider les assurances sociales et d'assurer leur avenir, on ne parle que de les développer. C'est complètement hors de propos. Les entreprises ne seraient tout simplement pas en mesure de financer des montants pareils. Nos efforts doivent tendre à renforcer l'économie suisse, alors que des prétentions aussi excessives l'affaiblissent. Nous sommes ici en dehors de tout cadre raisonnable. Quant au

Parlement, il dépasse les bornes en opposant encore un contre-projet à une initiative aussi erronée.

Mais comme si cela ne suffisait encore pas, l'extrême gauche a commencé il y a quelques jours à collecter des signatures en vue d'un référendum sur la réforme – urgente – du droit de timbre. Ce volet du paquet fiscal ne faisait l'objet d'aucune contestation. En effet, le départ de ces affaires à l'étranger causerait de sérieux torts à la place économique suisse. Il est rassurant de constater que le Parlement ait réagi rapidement et présenté à nouveau cet objet. Or voici que même ce qui était incontesté est remis en cause. C'est grotesque et contraire à toute logique économique. Cette démarche est en contradiction avec les propos tenus lors de la campagne de votations sur le paquet fiscal.

Une autre demande de référendum, émanant cette fois-ci de la gauche syndicale, s'en prend à la loi sur le travail. Il est question de faire marche arrière sur l'ouverture des commerces le dimanche dans les gares. Les syndicats mènent un combat d'arrière-garde qui fait totalement abstraction des habitudes de vie actuelles. De plus, leur référendum est un véritable autogoal. Car il concerne les possibilités d'achats dans les gares. La situation est paradoxale: alors que la gauche ne manque aucune occasion de prôner les transports publics, voilà qu'elle entend transformer les gares en déserts le dimanche.

Comme vous le voyez, ce n'est pas le travail d'information qui va manquer en matière de votations. Première échéance en perspective, le souverain se prononcera le 5 juin sur Schengen/Dublin. Cet accord est un pas sur une voie bilatérale qui a fait ses preuves. Schengen/Dublin porte sur les questions de police et d'asile. Les points qui comptent aux yeux des citoyens sont l'amélioration de la sécurité et un sensible allègement de la caisse fédérale dans le secteur de l'asile. Mais les accords apportent aussi des avantages tangibles à l'économie suisse: un trafic transfrontalier sans problèmes, des avantages pour le tourisme et pour la place financière. C'est pourquoi les milieux économiques suisses soutiennent pleinement Schengen/Dublin.

Zurich, le 25 avril 2005